

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 2251

[C — 2010/29376]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, tel que modifié par le décret-programme du 17 décembre 2003 et par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'O.N.E. donné le 20 avril 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 24 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis 46.606/4 du Conseil d'Etat donné le 13 mai 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence,

Considérant la volonté du législateur de voir les modifications qu'il a apportées au décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2009 et ce, notamment, afin de permettre aux centres de vacances organisés durant la période des vacances de Noël 2009-2010 de l'être sous l'emprise de la nouvelle législation; que, sachant que les demandes d'agrément relatives aux centres de vacances doivent être introduites dans un délai de 90 jours précédant le début des activités et que les vacances de Noël débutent le 21 décembre 2009, les demandes d'agrément doivent, par conséquent, être introduites à l'O.N.E. au plus tard pour le 21 septembre 2009;

Considérant que les modifications apportées au décret portent, dans un premier temps, sur l'identification de l'entité qui doit introduire la demande d'agrément; qu'il appartient désormais au pouvoir organisateur d'introduire une demande d'agrément par type de centres de vacances (plaine, séjour, camp) qu'il organise et non plus par centre organisé, c'est-à-dire qu'une association qui organise trois plaines dans trois communes différentes ne devra plus introduire qu'une seule demande d'agrément pour ces trois centres;

Considérant que les modifications portent, dans un deuxième temps, sur les conditions d'agrément des pouvoirs organisateurs de centres de vacances, et notamment sur les normes d'encadrement; que ces dernières sont assouplies dans le sens où les animateurs et les coordinateurs qui effectuent leurs stages pratiques de 2^{ème} cycle de formation sont désormais pris en compte dans le calcul de la norme d'encadrement;

Considérant enfin que, pour obtenir les subventions d'encadrement et de fonctionnement prévues par le décret, un pouvoir organisateur doit répondre à deux conditions : être agréé et respecter les conditions de subventionnement déterminées dans le décret; que ces conditions de subventionnement ont été assouplies tant au niveau de la durée minimum des centres de vacances qu'au niveau du nombre d'enfants à accueillir par jour d'activité;

Considérant que de nombreux pouvoirs organisateurs, et par conséquent de nombreux enfants, attendent avec impatience l'entrée en vigueur de ces différentes modifications, lesquelles élargissent considérablement le champ d'application du décret, pour introduire leur demande d'agrément;

Que ces pouvoirs organisateurs n'ont jusqu'à ce jour pas introduit de demande d'agrément sur base de la réglementation actuelle dès lors qu'ils ne respectent pas les conditions d'agrément ou qu'ils ne voient aucun intérêt à introduire une telle demande étant donné que même s'ils étaient agréés, ils n'auraient pas accès au subventionnement, ne respectant pas les conditions de subventionnement ou fonctionnant avec des animateurs bénévoles qui ne proméritaient pas de subvention;

Que les modifications apportées au décret par le législateur changent considérablement la donne à leur égard;

Considérant que, pour pouvoir être effectives, les différentes modifications apportées au décret relatif aux centres de vacances, doivent se voir concrétisées via des modifications apportées à l'arrêté du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances et aux formulaires annexés à l'arrêté, dont plus particulièrement celui de demande d'agrément et ce, notamment, pour les trois raisons suivantes;

1^o Désormais, comme mentionné ci-dessus, c'est le pouvoir organisateur qui est agréé et qui doit introduire la demande d'agrément et non plus chaque centre de vacances individuellement. Cette modification implique des adaptations de l'arrêté en ce que ce dernier détermine la procédure d'introduction de la demande d'agrément;

2^o L'arrêté actuel prévoit que le demandeur doit joindre à sa demande d'agrément une copie du projet pédagogique visé à l'article 7, 3^o, du décret, ainsi qu'un exemplaire du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 7, 8^o, du décret alors que le décret tel que modifié prévoit désormais la production d'un projet d'accueil conforme au code de qualité et non plus un projet pédagogique et un règlement d'ordre intérieur; l'arrêté doit donc être également modifié sur ce point;

3^o La demande d'agrément doit être introduite au moyen du formulaire annexé à l'arrêté; or, ce dernier doit également être modifié de manière à éviter toute incohérence au niveau des références aux articles du décret et aux pièces à y joindre;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté du 17 mars 2004 précité, vu l'entrée en vigueur des modifications apportées au décret relatif aux centres de vacances fixée au 1^{er} septembre 2009, doivent être publiées au plus tard à cette même date, de manière à ce que les pouvoirs organisateurs disposent d'un délai raisonnable de trois semaines entre le moment où ils disposeront de toutes les informations disponibles pour introduire leur demande d'agrément et la date ultime où ils doivent introduire leur demande pour pouvoir être agréés avant la prochaine période de vacances d'une semaine au moins (vacances de Noël);

Considérant que l'urgence se justifie dès lors que le décret relatif aux centres de vacances, tel que modifié, institue une nouvelle commission générale d'avis (article 17bis du décret), laquelle se voit confier des missions identiques à celles de la commission d'avis visée à l'article 8 de l'arrêté du 17 mars 2004 précité; que l'existence officielle de cette nouvelle commission générale d'avis débutera au 1^{er} septembre 2009;

Qu'aucune disposition transitoire ou modificative n'est prévue en vue d'aménager une éventuelle coexistence de ces deux commissions ou à tout le moins une répartition rationnelle des tâches; qu'afin d'éviter la coexistence de deux institutions ayant les mêmes missions, ce qui alourdirait inutilement la procédure d'agrément des demandes d'avis introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du décret, il convient de modifier l'arrêté du 17 mars 2004 précité sur ce point (suppression de la commission d'avis) et de faire entrer cette modification en vigueur à la même date que l'entrée en vigueur du décret;

Considérant que, pour toutes ces raisons, il est indispensable que l'arrêté modificatif de l'arrêté du 17 mars 2004 précité soit adopté et publié au *Moniteur belge* le 1^{er} septembre 2009 au plus tard;

Considérant qu'il y a une forte probabilité que l'objectif d'une publication du présent projet au plus tard le 1^{er} septembre ne puisse être atteint si l'avis de la section de législation était sollicité dans le délai de trente jours prévu par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Qu'en effet, il y a lieu de prendre en compte la fin de la législature; que l'actuel Gouvernement de la Communauté française entrera en effet en affaires courantes à la date du 7 juin 2009 et qu'il ne pourra donc plus adopter de nouvel arrêté à partir de cette date;

Considérant que le renouvellement des membres du Parlement de la Communauté française, lequel fait suite au renouvellement préalable des Parlements de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, nécessite entre autres que le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale transmette la liste de ses membres désignés pour faire partie du Parlement de la Communauté française (article 30 de la loi spéciale du 8 août 1980); qu'en vertu de l'article 32 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Parlement de la Communauté française se réunit de plein droit le quatrième mardi qui suit le renouvellement, soit une semaine après le Parlement wallon et le Parlement et le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale; que le Parlement de la Communauté française devra encore procéder à la vérification des pouvoirs de ses membres (article 31 de la même loi); et que ce n'est qu'ensuite que le Parlement peut procéder à l'élection des membres du nouveau Gouvernement, élection qui n'aura vraisemblablement pas lieu en l'espèce, et dans le plus optimiste des scénarios, avant la première semaine de juillet;

Que, pour mémoire, suite aux élections régionales du 13 juin 2004, la liste des membres a été transmise par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale le 29 juin 2004, la vérification des pouvoirs a eu lieu le 6 juillet 2004 et l'élection des membres du Gouvernement le 19 juillet 2004 (élections du 13 juin 1999 : vérification des pouvoirs le 6 juillet 1999 et élection des membres du Gouvernement le 13 juillet 1999);

Qu'il y a lieu ensuite de tenir compte du délai dans lequel les cabinets ministériels seront constitués et du temps qu'il leur faudra pour se réapproprier les dossiers; qu'ainsi, en 1999 et en 2004, aucun arrêté portant des dispositions matérielles n'a été adopté par le Gouvernement de la Communauté française nouvellement constitué avant le mois de septembre;

Considérant que le projet d'arrêté, éventuellement modifié suite à l'avis rendu par le Conseil d'Etat, devrait faire l'objet d'une dernière lecture au Gouvernement, être adopté et ensuite être envoyé pour publication au *Moniteur belge*; que le délai de publication d'un tel texte, sachant que ce dernier doit au préalable être traduit en néerlandais, est de quinze jours à trois semaines minimum;

Considérant que, dans un tel contexte, il ne peut être raisonnablement soutenu que, si l'avis du Conseil d'Etat devait ne pas être donné par la section de législation dans le délai prévu par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 17 mars 2004 pourrait encore être adopté, être publié et entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} septembre 2009.

Sur proposition des Ministres ayant l'Enfance dans leurs attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots « Ministre de l'Enfance » sont remplacés par le mot « Ministre »;

2^o à l'article 1^{er} du même arrêté, des points 4^o à 6^o, rédigés comme suit, sont ajoutés :

« 4^o « bénévole » : toute personne physique non indemnisée qui exerce une activité de volontariat telle que définie à l'article 3 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires;

5^o « commission générale d'avis » : la commission générale d'avis visée à l'article 17bis du décret;

6^o « commission relative à l'agrément » : la commission relative à l'agrément visée à l'article 17bis, § 1^{er}, du décret. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'un pouvoir organisateur de centres de vacances est introduite suivant le formulaire dont le modèle se trouve en annexe I^{re}. Est annexée à cette demande, une copie du projet d'accueil visé à l'article 7, 3^o, du décret.

Si un pouvoir organisateur de centres de vacances n'est pas reconnu dans le cadre du décret du 20 juin 1980 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des organisations de jeunesse ou n'est pas un pouvoir public, il joint, en outre, à la demande visée à l'alinéa 1^{er} une copie des statuts de l'association. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, les mots « L'administration de l'O.N.E. » sont remplacés par les mots « L'O.N.E. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, un article 5bis est inséré entre l'article 5 et l'article 6, rédigé comme suit :

« Art. 5bis. Sur avis ou proposition de l'O.N.E., le Ministre peut retirer l'agrément d'un pouvoir organisateur de centres de vacances qui ne répond plus aux exigences du décret ou du présent arrêté. »

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. En cas de refus d'agrément ou de refus de renouvellement d'agrément, en cas d'absence de réponse sur la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans un délai de nonante jours prenant cours à dater de l'introduction du dossier complet de la demande ou en cas de retrait d'agrément, le pouvoir organisateur de centres de vacances a la faculté d'introduire un recours auprès du Gouvernement par courrier recommandé énonçant les raisons de ce recours dans un délai de trente jours suivant la date de la réception de la décision de refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément ou de la décision de retrait d'agrément ou suivant la fin du délai de nonante jours.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur du centre de vacances a également la faculté d'introduire une nouvelle demande d'agrément selon la procédure prévue aux articles 2 et suivants. Cette nouvelle demande d'agrément est introduite au minimum cent-vingt jours, soit à dater de la notification de la décision de refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément ou de la décision de retrait d'agrément, soit à l'expiration du délai de nonante jours, soit, le cas échéant, après qu'il a été statué sur le recours visé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 6. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. En cas de recours, le Gouvernement sollicite la commission générale d'avis, laquelle demande l'avis de la commission relative à l'agrément.

La commission générale d'avis notifie au Gouvernement l'avis de la commission relative à l'agrément dans un délai de soixante jours à compter de la réception du recours.

La commission relative à l'agrément peut entendre le requérant à la demande de ce dernier.

Le Gouvernement statue sur le recours dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis transmis par la commission générale d'avis. »

Art. 7. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. La commission relative à l'agrément se compose des catégories de membres suivants, lesquels sont tous membres de la commission générale d'avis :

- 1° un président désigné parmi les membres de la commission relative à l'agrément selon les règles fixées dans le règlement d'ordre intérieur de celle-ci;
- 2° un agent de l'O.N.E. et un représentant du Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions;
- 3° un délégué de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et un délégué de l'Association de la ville et des communes de la Région bruxelloise;
- 4° quatre délégués de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse dont un a pour activités l'organisation de plaines de vacances, un l'organisation de séjours de vacances et un l'organisation de camps de vacances;
- 5° deux délégués de pouvoirs organisateurs ou de groupement de pouvoirs organisateurs de centres de vacances associatifs non représentés en vertu des catégories 1° et 4°.

Les membres des catégories 1°, 3°, 4° et 5° visés à l'alinéa 1^{er} ont voix délibérative.

La commission relative à l'agrément a son siège à l'O.N.E. qui en assure le secrétariat.

Elle est convoquée dans un délai minimum de cinq jours ouvrables précédant chaque réunion lorsqu'une question relative à l'agrément d'un pouvoir organisateur doit être traitée par la commission générale d'avis.

La commission relative à l'agrément peut siéger valablement quel que soit le nombre de membres présents pour autant que trois catégories de membres au moins soient représentées. Si moins de trois catégories de membres sont représentées, une seconde réunion peut être convoquée dans les quinze jours. Dans ce cas, elle peut siéger valablement, quel que soit le nombre de catégories de membres représentées.

Elle délibère à la majorité absolue des suffrages des membres présents et à huis-clos.

La commission relative à l'agrément adopte son propre règlement d'ordre intérieur. Dans tous les cas, celui-ci prévoit les règles déontologiques applicables, notamment lorsqu'un dossier concernant un de ses membres est mis à son ordre du jour. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre. »

Art. 8. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. L'article 12 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Ce forfait est fixé à 1,25 euros. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et dans le respect des dispositions en la matière prévues dans le contrat de gestion de l'O.N.E., un coefficient multiplicateur est appliqué à ce forfait.

Le subside de fonctionnement est majoré d'un montant de 0,4 euro par jour et par enfant pour les organisateurs utilisant des infrastructures résidentielles équipées de manière permanente de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance et répondant aux normes de sécurité incendie et d'hygiène. »

Art. 10. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention à l'encadrement visée à l'article 11 du décret, est calculée sur la base du forfait visé à l'article 12, alinéa 2 multiplié soit par six pour les animateurs qualifiés visés à l'article 5, § 2, 1°, du décret, soit par dix pour les coordinateurs qualifiés visés à l'article 5, § 2, 2°, du décret, et multiplié ensuite par le nombre de jours prestés.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, le forfait visé à l'article 12 est multiplié par quatre et par le nombre de jours prestés pour les animateurs qualifiés bénévoles visés à l'article 5, § 2, 1°, du décret et pour les coordinateurs qualifiés bénévoles ou responsables qualifiés bénévoles visés à l'article 5, § 2, 2° et 3°, du décret. Cette subvention est plafonnée à 3 pourcent du budget global dédicacé aux centres de vacances. Si nécessaire, un deuxième coefficient multiplicateur est appliqué au forfait.

La subvention à l'encadrement visée aux alinéas 1 et 2 est octroyée au maximum au prorata des normes minimales d'encadrement définies à l'article 10, 3°, du décret et dans les limites prévues à l'article 11 du décret. »

Art. 11. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes son apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « L'organisateur du » sont remplacés par le mot « Le »;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'O.N.E. » sont insérés entre les mots « de renvoyer » et les mots « , au plus tard le 30 septembre »;
- 3° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de demande de subvention » sont remplacés par les mots « de demande de subventionnement »;
- 4° à l'alinéa 2, les mots « alinéa 1^{er}, » sont insérés entre les mots « de l'article 13, » et les mots « un justificatif »;
- 5° à l'alinéa 2, les mots « visées à l'article 11 du décret » sont supprimés.

Art. 12. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'O.N.E. statue sur les demandes de subventionnement et assure la liquidation des subventions.

En cas de refus de subventionnement, le centre de vacances a la faculté d'introduire un recours auprès de l'O.N.E. par courrier recommandé énonçant les raisons de ce recours dans un délai de 30 jours suivant la réception de la décision de refus. L'O.N.E. transmet le recours au Ministre, accompagné d'un avis.

Le Ministre statue sur le recours dans un délai de soixante jours à dater de la réception du recours, sur base de l'avis rendu par l'O.N.E. »

Art. 13. Dans le même arrêté, le chapitre IV, intitulé « Montant des subventions », comportant l'article 17, est abrogé.

Art. 14. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit : « Chapitre IV : Dispositifs particuliers ».

Art. 15. Dans les articles 18, 19 et 20 du même arrêté, les mots « enfant handicapé » et les mots « enfants handicapés » sont respectivement remplacés par les mots « enfant porteur d'un handicap » et par les mots « enfants porteurs d'un handicap ».

Art. 16. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, les mots « à l'article 7, 9°, » sont remplacés par les mots « à l'article 7, 8°, »;
- 2° au § 1^{er}, le mot « prévu » est remplacé par les mots « recommandé de prévoir »;
- 3° le § 2 est complété par la phrase rédigée comme suit : « A partir de 2012, ce complément est porté de 2 euros à 2,5 euros. »;
- 4° au § 3, les mots « pour couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs breveté » sont remplacés par les mots « d'encadrement ».

Art. 17. A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, les mots « de l'article 7, 9°, a) et d), » sont remplacés par les mots « de l'article 7, 8°, a) et d) »;
- 2° le § 2 est remplacé par le paragraphe suivant : « § 2. Un animateur sur quatre visé à l'article 5, § 2, 1°, du décret doit pouvoir attester d'une formation spécialisée dans l'animation d'enfants porteurs d'un handicap de minimum quarante heures. »;
- 3° le § 3 est complété par un second alinéa rédigé comme suit : « A partir de 2012, ces compléments sont portés de 2 euros à 2,5 euros par enfant et par jour d'activité pour les enfants porteurs d'un handicap léger et de 3 euros à 3,5 euros par enfant et par jour d'activité pour les enfants porteurs d'un handicap lourd. »;
- 4° au § 4, les mots « pour couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés » sont remplacés par les mots « d'encadrement »;
- 5° au § 5, les mots «), et 2°, a), » sont insérés entre les mots « à l'article 10, 1°, b) » et les mots « du décret, la durée minimale »;
- 6° au § 5, le mot « reconnu » est remplacé par le mot « reconnu ».

Art. 18. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « de 0,4 euro » sont remplacés par les mots « 0,5 euro »;
- 2° les mots « de 6 à 15 ans » sont remplacés par les mots « de 30 mois à 15 ans »;
- 3° l'article 21 est complété par un second alinéa rédigé comme suit : « La majoration visée à l'alinéa précédent passe de 0,5 euro à 0,6 euro dès 2011 et de 0,6 euro à 0,7 euro à partir de 2012. ».

Art. 19. A l'article 23 du même arrêté, les mots « L'administration de l'O.N.E. » sont remplacés par les mots « L'O.N.E. ».

Art. 20. A l'article 27 du même arrêté, les mots « de l'Enfance » sont remplacés par les mots « ayant l'Enfance dans ses attributions ».

Art. 21. Dans le même arrêté, les annexes I^{re}, II et III sont respectivement remplacées par les annexes I^{re}, II et III jointes au présent arrêté.

Art. 22. A l'article 22 du même arrêté, la phrase « L'indice de départ est celui du mois de septembre de l'année au cours de laquelle l'arrêté entre en vigueur » est remplacée par la phrase « L'indice de départ est celui du mois de septembre 2009. »

Art. 23. Le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances

Annexe I

Centres de Vacances

Demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément

POUVOIR ORGANISATEUR

Dénomination :

Adresse :

Code Postal : Ville / Commune : Tel. : Fax : Courriel :

.....

Pouvoir Public Organisation de jeunesse reconnue Autre

CORRESPONDANT

Nom : Prénom :

Fonction :

Adresse :

Code Postal : Ville / Commune : Tel. : Fax : Courriel :

CENTRE DE VACANCES

Le pouvoir organisateur du(des) centre(s) de vacances demande l'agrément le renouvellement de l'agrément
comme :

Plaine(s) de vacances Séjour(s) de vacances Camp(s) de vacances

Le pouvoir organisateur du centre de vacances **s'engage** à respecter l'ensemble des dispositions du décret du 17 mai 1999 et notamment à :

- accueillir au moins 15 enfants âgés de 30 mois à 15 ans ;
- disposer d'une infrastructure fixe ou mobile adaptée et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité ;
- respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou politiques des enfants et de leurs parents ;
- contracter une assurance responsabilité civile et couvrant les dommages corporels causés aux enfants ;
- se soumettre à toute inspection de l'ONE ;
- assurer un encadrement suivant les normes minimales prévue à l'article 7, 8° du décret ;
- proposer des activités définies à l'article 7, 9°, du décret ;
- garantir le fonctionnement minimum défini à l'article 7, 10°, du décret.

Documents à annexer à la demande d'agrément :

- le projet d'accueil visé à l'article 7, 3°, du décret ;
- une copie des statuts (sauf s'il s'agit d'un pouvoir public ou d'une organisation de jeunesse reconnue).

Date :

Nom du responsable et signature :

Ce formulaire est à transmettre à l'O.N.E. au plus tard 90 jours avant le début des activités.

Toute demande introduite au-delà de ce délai sera irrévocablement rejetée.

Annexe II - 1

Centres de Vacances

Formulaire de déclaration d'activité

POUVOIR ORGANISATEUR

Dénomination :

Adresse :

Code Postal : Ville / Commune : Tel : Fax : Courriel :

 Pouvoir Public Organisation de jeunesse reconnue Autre
CORRESPONDANT

Nom : Prénom :

Fonction :

Adresse :

Code Postal : Ville / Commune : Tel : Fax : Courriel :

COMPTE FINANCIER

N° de compte :

Titulaire :

Adresse :

Code Postal : Ville/Commune :

CENTRE DE VACANCES
 Plaine de vacances Séjour de vacances Camp de vacances
Pour les séjours et les camps : Infrastructures résidentielles Sous tente

Date de début : / / 2..... Date de fin : / / 2.....

Estimation du nombre d'enfants accueillis : - de 30 moins à 5 ans de 6 à 15 ans

Valides :

Milieu défavorisé :

Handicapés légers :

Handicapés lourds :

Participation aux frais demandée aux parents :

Annexe II - 2

ENDROIT DU CENTRE DE VACANCES

Nom du Centre (le cas échéant) :

Adresse :

Code Postal : Ville / Commune :

Province/Pays :

Le centre dispose-t-il d'infrastructures résidentielles équipées, de manière permanente, de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance ? Oui NonLe centre répond-il aux normes de sécurité incendie et d'hygiène ? Oui Non

Si Oui : Nombre de douches : Nombre de lits :

Sécurité en matière incendie : Extincteurs : Sortie de Secours :

Les camps de vacances sous tente doivent impérativement être localisés sur un plan d'accès mentionnant aussi le nom et l'adresse du propriétaire.

ENCADREMENT DU CENTRE

Estimation du nombre total d'animateurs :

Dont nombre d'animateurs Indemnisés Bénévoles

Brevetés :

Assimilés :

Dont nombre d'animateurs brevetés pouvant attester* d'une formation spécialisée dans l'animation des enfants porteurs d'un handicap :

COORDINATEUR DU CENTRE ou coordinateur qui effectue son stage de 2^{ème} cycle de formation de coordinateur de centres de vacances OU (uniquement pour les camps de vacances) RESPONSABLE QUALIFIE Coordinateur du centre Coordinateur en stage responsable qualifié

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville/Commune : Tel : Fax : Courriel :

* les documents nécessaires à attester de cette formation doivent être annexés à la déclaration d'activité

Date:

Nom du responsable et signature:

Ce formulaire est à transmettre à l'O.N.E. au plus tard le 30 avril pour les centres de vacances d'été ou 30 jours avant le début des activités pour les centres de vacances de Noël ou de Pâques.

Annexe III - 1

Centres de Vacances**Formulaire de demande de subventionnement**

<u>POUVOIR ORGANISATEUR</u>	
Dénomination :	
Adresse :	
Code Postal : Ville / Commune : Tel : Fax : Courriel :	
<input type="checkbox"/> Pouvoir Public <input type="checkbox"/> Organisation de jeunesse reconnue <input type="checkbox"/> Autre.	

<u>CENTRE DE VACANCES</u>	
<input type="checkbox"/> Plaine de vacances <input type="checkbox"/> Séjour de vacances <input type="checkbox"/> Camp de vacances	
Pour les séjours et les camps : <input type="checkbox"/> Infrastructures résidentielles <input type="checkbox"/> Sous tente	
Nom du centre (le cas échéant) :	
Adresse :	
Code Postal : Ville / Commune : Tel : Fax : Courriel :	

<u>CORRESPONDANT</u>	
Nom : Prénom :	
Fonction :	
Adresse :	
Code Postal : Ville / Commune : Tel : Fax : Courriel :	

<u>COMPTE FINANCIER</u>	
N° de compte :	
Titulaire :	
Adresse :	
Code Postal : Ville / Commune :	

<u>REMARQUE IMPORTANTE</u>
Pour être recevable, la présente demande doit impérativement comprendre : <ul style="list-style-type: none"> • la liste des enfants accueillis; • la liste du personnel d'encadrement (animateurs, coordinateur, responsable qualifié, animateur ou coordinateur en 2^{ème} stage de formation), accompagnée des demandes d'assimilation s'il s'agit de la première prestation de l'animateur ou du coordinateur concerné; • le tableau de présences journalières (enfants et animateurs); • le cas échéant, le justificatif du versement des indemnités aux animateurs et coordinateurs, sous la forme d'une déclaration sur l'honneur. <p style="text-align: center;"><i>Sans ces annexes complètes, il ne peut être procédé à l'examen du droit à la subvention ni au calcul de celle-ci !</i></p>

Ce formulaire est à transmettre à l'O.N.E. au plus tard le 30 septembre pour les vacances d'été ou 30 jours après la fin des activités pour les vacances de Noël ou de Pâques.

Ce formulaire est indispensable au calcul des subventions dues par chaque centre de vacances!

Récapitulatif

Nombre d'enfants pour lesquels le subside est demandé	Réservé à l'ONE
Valides
Milieu défavorisé
Handicapés légers
Handicapés lourds
Nombre de journées de ces enfants	Réservé à l'ONE
Valides
Milieu défavorisé
Handicapés légers
Handicapés lourds

Certifié sincère et véritable

Signature :Nom et qualité :

À la date du

Réservé à l'ONE

A. Subvention de fonctionnement

	Journées	Taux	Subsides	Total
Valides	
Milieu défavorisé	
Handicapés légers	
Handicapés lourds	

.....

B. Subvention pour frais de personnel

	Journées	Taux	Subsides	Total
Coordinateur(s) ou responsable(s) qualifié(s)				
Indemnisés	
Bénévoles	
Animateurs brevetés - Indemnisés	
- Bénévoles	
Animateurs assimilés - Indemnisés	
- Bénévoles	

.....

Total subvention :

Annexe III - 3

Liste des enfants accueillis

N°	Nom et prénom	Âge	Date (centres résidentiels)		Nombre de journée	Prix payé	Milieu défavorisé	Handicapé	
			Arrivée	Départ				Léger	Lourd
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
Total au sous-total									

Consignes pour remplir ce tableau :

- veuillez scinder en deux tableaux les enfants jusque 5 ans et de plus de 6 ans;
- veuillez remplir ce tableau par ordre alphabétique;
- les listings informatiques sont acceptés, pour autant qu'ils reprennent l'ensemble des renseignements demandés.

Centres de Vacances Personnel d'encadrement

Coordinateur(s) du centre de vacances ou un animateur(s) qui effectue son stage pratique de 2 ^{ème} cycle de formation de coordinateurs de centres de vacances ou (uniquement pour les camps) responsable(s) qualifié(s)									
Nom	Prénom	Date de naissance	Coordinateur en stage de 2 ^{ème} cycle (5)	Brevet (1) ou équivalence au brevet (2)	Coordinateur assimilé (3)	Indemnisé (4)	Bénévole	Nombre de jours prestés	Date des prestations
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

Animateur(s) du centre de vacances									
Nom	Prénom	Date de naissance	Animateur en stage de 2 ^{ème} cycle (5)	Brevet (1) ou équivalence au brevet (2)	Coordinateur assimilé (3)	Indemnisé (4)	Bénévole	Nombre de jours prestés	Date des prestations
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
5			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
6			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
7			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
8			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
9			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
10			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
11			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
12			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

(1) Brevet homologué par le Ministère de la Communauté française - Service Jeunesse.

(2) Equivalence décernée par le Ministère de la Communauté française - Service Jeunesse.

(3) Les assimilations doivent faire l'objet d'une demande spécifique à l'ONE et répondre aux critères définis dans l'article 5bis du décret du 17 mai 1999, tel que modifié.

(4) La preuve de l'indemnisation doit être fournie et peut consister en une déclaration sur l'honneur du pouvoir organisateur, à joindre à la demande de subventionnement.

(5) Pour les personnes en stage de 2^{ème} cycle de formation, l'attestation de stage délivrée par l'organisme de formation habilité doit être jointe à la demande de subventionnement.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 2251

[C — 2010/29376]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 2003 en bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de ONE, verleend op 20 april 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2009;

Gelet op het advies 46.606/4 van de Raad van State, verleend op 13 mei 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wetgever de wil heeft uitgesproken dat de wijzigingen die hij aan het decreet van 17 mei 1999 heeft aangebracht op 1 september 2009 in werking treden en dit, onder andere, opdat de vakantiecentra die gedurende de kerstvakantieperiode 2009-2010 ingericht worden, georganiseerd zouden worden met inachtneming van de nieuwe wetgeving; dat, wetend dat de aanvragen om erkenning betreffende vakantiecentra ingediend dienen te worden binnen een termijn van 90 dagen vóór het begin van de activiteiten en dat de kerstvakantie op 21 december 2009 beginnen, de aanvragen om erkenning, derhalve, ten laatste tegen 21 september 2009 ingediend moeten worden;

Overwegende dat de aan het decreet aangebrachte wijzigingen in een eerste fase betrekking hebben op de identificatie van de eenheid die de aanvraag om erkenning moet indienen, dat het voortaan aan de inrichtende macht toekomt een aanvraag om erkenning in te dienen per type van vakantiecentra (vakantiepleinen, -verblijven en -kampen) die hij inricht en niet meer per ingericht centrum, d.w.z. dat een organisatie die drie pleinen inricht over drie verschillende gemeentes enkel één aanvraag om erkenning zal moeten indienen voor deze drie centra;

Overwegende dat in een tweede fase de wijzigingen betrekking hebben op de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtende machten van de vakantiecentra, en inzonderheid op de omkaderingsnormen; dat deze laatste versoepeld werden in de zin dat de animatoren en de coördinatoren die hun praktische stage uitvoeren van de tweede cyclus van hun opleiding voortaan in rekening worden gebracht voor de berekening van de omkaderingsnorm;

Overwegende, ten slotte, dat om de omkaderings- en werkingssubsidies te bekomen bedoeld in het decreet een inrichtende macht aan twee voorwaarden dient te voldoen : erkend zijn en de voorwaarden voor de subsidiëring in acht te nemen die in het decreet bepaald worden; dat deze voorwaarden voor de subsidiëring versoepeld werden zowel op het niveau van de minimale duur van de vakantiecentra als op het gebied van het aantal kinderen die worden opgenomen waarvoor gezorgd dient te worden per activiteitsdag;

Overwegende dat talrijke inrichtende machten, en bijgevolg talrijke kinderen, met ongeduld op de inwerking-treding wachten van deze wijzigingen, aangezien deze het toepassingsgebied van het decreet aanzienlijk verruimen, om hun aanvraag om erkenning in te dienen;

Dat deze inrichtende machten tot op heden geen aanvraag om erkenning op basis van de huidige reglementering hebben ingediend aangezien ze de erkenningvoorwaarden niet in acht nemen of ze er geen belang in hebben om een dergelijke aanvraag in te dienen omdat al zouden ze erkend worden, ze geen toegang zouden hebben tot de subsidiëring, aangezien ze de voorwaarden voor de subsidiëring niet in acht nemen of ze met vrijwillige animators werken die geen recht openen op een subsidie;

Dat de door de wetgever aan het decreet aangebrachte wijzigingen aanzienlijk de toestand voor ze veranderen;

Overwegende dat, om doeltreffend te zijn, de wijzigingen aan het decreet betreffende de vakantiecentra geconcretiseerd moeten worden door middel van wijzigingen aangebracht aan het besluit van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra en aan de formulieren gevoegd bij het decreet, waaronder meer specifiek het formulier voor de erkenningaanvraag en dit, namelijk, om de volgende drie redenen :

- 1^o Voortaan, zoals vermeld hierboven, wordt de inrichtende macht zelf erkend en moet deze de aanvraag om erkenning indienen en niet meer ieder vakantiecentrum individueel. Deze wijziging brengt aanpassingen van het besluit met zich mee aangezien dit laatste de procedure voor de indiening van de aanvraag om erkenning bepaalt;
- 2^o Het huidige besluit bepaalt dat de aanvrager bij zijn erkenningaanvraag een afschrift moet voegen van het pedagogisch project bedoeld bij artikel 7, 3^o, van het decreet, alsook een exemplaar van het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 7, 8^o, van het decreet, terwijl het decreet, zoals gewijzigd, voortaan de indiening van een project van het opnemen bepaalt dat overeenstemt met de kwaliteitscode en niet meer een pedagogisch project en een huishoudelijk reglement; het besluit dient dus ook in verband met dit punt gewijzigd te worden;
- 3^o De aanvraag om erkenning moet ingediend worden door middel van het formulier gevoegd bij het besluit, terwijl dit formulier ook aangepast dient te worden zodat enige incoherentie op het gebied van de verwijzingen naar de artikelen van het decreet en de bij te voegen documenten vermeden zou worden;

Overwegende dat de wijzigingen aangebracht in het voornoemde besluit van 17 maart 2004, gelet op de inwerkingtreding van de wijzigingen aangebracht aan het decreet betreffende de vakantiecetra bepaald op 1 september 2009, ten laatste op dezelfde datum bekend gemaakt dienen te worden, zodat de inrichtende machten over een redelijke termijn van drie weken tussen het ogenblik waarop ze over de informatie zullen beschikken om hun erkenningaanvraag in te dienen en de laatste datum waarop ze hun aanvraag moeten indienen om erkend te kunnen worden voor de volgende vakantieperiode van minstens één week (kerstvakantie), zouden beschikken;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is omdat het decreet betreffende de vakantiecetra, zoals gewijzigd, een nieuwe algemene adviescommissie instelt (artikel 17bis van het decreet) die gelijksoortige opdrachten toegewezen krijgt als deze eerder toevertrouwd aan de adviescommissie bedoeld bij artikel 8 van het voornoemde besluit van 17 maart 2004; dat het officiële bestaan van deze nieuwe algemene adviescommissie een aanvang zal nemen op 1 september 2009;

Dat geen overgangs- of wijzigingsbepaling gepland wordt om het medebestaan van beide commissies of minstens om een rationele verdeling van de opdrachten mogelijk te maken; dat om het gelijktijdige bestaan van twee instellingen met dezelfde opdrachten, wat onnodig de procedure om erkenning van adviesaanvragen ingediend vanaf de datum van inwerkingtreding van het decreet heel zwaar zou maken, te vermijden, het voornoemde besluit van 17 maart 2004 op dit punt (afschaffing van de adviescommissie) gewijzigd dient te worden en deze wijziging in werking moet treden op dezelfde datum als deze van de inwerkingtreding van het decreet;

Overwegende dat, om al die redenen, het onontbeerlijk is dat het wijzigende besluit tot wijziging van het voornoemd besluit van 17 maart 2004 goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zou worden op 1 september 2009 ten laatste;

Overwegende dat er een grote kans bestaat dat de doelstelling van bekendmaking van dit project ten laatste op 1 september 2009 niet bereikt zal kunnen worden als het advies van de afdeling wetgeving zou worden aangevraagd binnen de termijn van dertig dagen bepaald bij artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Dat, inderdaad, het einde van de legislatuur immers in aanmerking dient te worden genomen; dat de huidige Regering van de Franse Gemeenschap in lopende zaken zal zijn op 7 juni 2009 en dat ze vanaf deze datum geen nieuw besluit zal kunnen nemen;

Overwegende dat voor de vernieuwing van de leden van het Parlement van de Franse Gemeenschap, volgend op de voorafgaande vernieuwing van de leden van de Parlementen van het Waalse Gewest en van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, onder andere, het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest zijn lijst van de leden aangewezen om deel uit te maken van het Parlement van de Franse Gemeenschap (artikel 30 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980) moet verzenden; dat krachtens artikel 32 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, het Parlement van de Franse Gemeenschap van rechtswege vergadert de vierde dinsdag die volgt op de vernieuwing, d.w.z. één week na het Waalse Parlement en het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest; dat het Parlement van de Franse Gemeenschap nog zal moeten overgaan tot onderzoek van de geloofsbrieven van zijn leden (artikel 31 van dezelfde wet); en dat enkel daarna het Parlement zal kunnen overgaan tot de verkiezing van de leden van de nieuwe Regering, verkiezing die waarschijnlijk niet, in het meest optimistische geval, plaats zal vinden voor de eerste week van juli;

Dat, ter herinnering, als gevolg van de gewestelijke verkiezingen van 13 juni 2004, de lijst van de leden aan het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest op 29 juni 2004 overgezonden werd, het onderzoek van de geloofsbrieven op 6 juli 2004 plaatsvond en de verkiezing van de leden van de Regering op 19 juli 2004 (verkiezingen van 13 juni 1999 : onderzoek van de geloofsbrieven op 6 juli 1999 en verkiezing van de leden van de Regering op 13 juli 1999);

Dat daarna ook rekening dient te worden gehouden met de termijn waarbinnen de ministeriële kabinetten samengesteld zullen worden en met de tijd vereist om zich de dossiers eigen te maken; dat aldus in 1999 en in 2004 geen besluit houdende materiële schikkingen genomen werd door de pas samengestelde Regering van de Franse Gemeenschap vóór de maand september;

Overwegende dat het ontwerp van besluit, mogelijk gewijzigd na het advies van de Raad van State, het voorwerp zal moeten uitmaken van een laatste lezing bij de Regering, goedgekeurd worden en daarna toegezonden worden om in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt te worden; dat de termijn van bekendmaking van een dergelijke tekst, wetend dat deze in het Nederlands zal moeten worden vertaald, minstens veertien dagen tot drie weken bedraagt;

Overwegende dat, rekening houdend met een dergelijke context, het in alle redelijkheid niet beweerd zou kunnen worden dat, indien het advies van de Raad van State niet verleend zou worden door de afdeling wetgeving binnen de termijn bedoeld bij artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, het ontwerp van besluit houdende wijziging van het besluit van 17 maart 2004 nog genomen zou kunnen worden, bekendgemaakt en in werking treden ten laatste op 1 september 2009;

Op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecetra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in artikel 1, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « Minister van Kinderwelzijn » vervangen door het woord « Minister »;
- 2° in artikel 1 van hetzelfde besluit, worden punten 4° tot 6°, luidend als volgt, toegevoegd :
« 4° « vrijwilliger » : iedere niet-vergoede natuurlijke persoon die een vrijwilligersactiviteit uitoefent zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van de vrijwilligers;
- 5° « algemene adviescommissie » : de algemene adviescommissie bedoeld bij artikel 17bis van het decreet;
- 6° « commissie betreffende de erkenning » : de commissie betreffende de erkenning bedoeld bij artikel 17bis, § 1, van het decreet. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 2. De aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning van een inrichtende macht van vakantiecentra geschiedt via het formulier waarvan het model zich in bijlage I bevindt. Een afschrift van het project van opvang bedoeld in artikel 7, 3°, van het decreet wordt bij de aanvraag gevoegd. »

Indien een inrichtende macht van vakantiecentra niet erkend wordt in het kader van het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, voegt hij, bovendien, een afschrift van de statuten van de vereniging bij de aanvraag bedoeld bij het eerste lid. »

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « De administratie van de O.N.E. » vervangen door de woorden « De O.N.E. ».

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5bis* ingevoegd tussen artikel 5 en artikel 6, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. Op advies of voorstel van de O.N.E., kan de Minister de erkenning van een inrichtende macht van vakantiecentra intrekken die niet meer aan de vereisten van het decreet of van dit besluit voldoet. »

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 6. In geval van weigering van de erkenning of van de vernieuwing ervan of in afwezigheid van een antwoord op de aanvraag om erkenning of vernieuwing van de erkenning binnen een termijn van negentig dagen na de indiening van het volledig dossier van de aanvraag of ingeval van intrekking van de erkenning, heeft de inrichtende macht van vakantiecentra de mogelijkheid beroep aan te tekenen bij de Regering, per aangetekende brief met vermelding van de redenen van dit beroep, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing tot weigering van de erkenning of na het einde van de termijn van negentig dagen.

In de gevallen bedoeld bij het eerste lid heeft de inrichtende macht van het vakantiecentrum tevens de mogelijkheid om een nieuwe aanvraag om erkenning in te dienen volgens de procedure bedoeld bij de artikelen 2 en volgende. Deze nieuwe aanvraag om erkenning wordt ingediend minimum 120 dagen, ofwel vanaf de betekening van de beslissing tot weigering van de erkenning of vernieuwing van de erkenning of de beslissing tot intrekking van erkenning, ofwel na het verstrijken van de termijn van negentig dagen, ofwel, desgevallend, nadat een beslissing werd genomen over het beroep bedoeld in het eerste lid. »

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 7. In geval van beroep maakt de Regering de zaak aanhangig bij de algemene adviescommissie, die op haar beurt het advies van de commissie betreffende de erkenning aanvraagt.

De algemene adviescommissie geeft aan de Regering kennis van het advies van de commissie betreffende de erkenning binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van het beroep.

De commissie betreffende de erkenning kan de verzoeker op diens aanvraag horen.

De Regering beslist over het beroep binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van het advies overgezonden door de algemene adviescommissie. «

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 8. De commissie betreffende de erkenning bestaat uit de categorieën van de volgende leden, die alle leden zijn van de algemene adviescommissie :

- 1° een voorzitter aangewezen onder de leden van de commissie betreffende de erkenning volgens de regels bepaald in het huishoudelijk reglement van deze;
- 2° een ambtenaar van de O.N.E. en een vertegenwoordiger van de Minister van Kinderwelzijn;
- 3° een afgevaardigde van de Unie van steden en gemeenten van Wallonië en een afgevaardigde van de Vereniging van de stad en gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- 4° vier afgevaardigden van de "Commission consultative des Organisations de Jeunesse" waarvan één voor de organisatie van de vakantiepleinen, één voor de organisatie van vakantieverblijven en één voor de organisatie van vakantiecampen zorgt;
- 5° twee afgevaardigden van de inrichtende machten of van de groepering van inrichtende machten van niet-vertegenwoordigde associatieve vakantiecentra overeenkomstig de categorieën 1° tot 4°.

De leden van de categorieën 1°, 3°, 4° en 5° bedoeld bij het eerste lid zijn stemgerechtigd.

De commissie betreffende de erkenning heeft haar zetel bij de O.N.E. die voor het secretariaat ervan zorgt.

Ze wordt bijeengeroepen binnen een minimale termijn van vijf werkdagen vóór elke vergadering wanneer een vraag betreffende de erkenning van een inrichtende macht door de algemene adviescommissie behandeld dient te worden.

De commissie betreffende de erkenning kan geldig zetelen wat ook het aantal aanwezige leden is voor zover minstens drie categorieën leden vertegenwoordigd zijn. Indien minder dan drie categorieën leden vertegenwoordigd zijn kan een tweede vergadering binnen de veertien dagen samengeroepen worden.

Ze beraadslaagt en beslist bij de volstrekte meerderheid van de aanwezige leden en achter gesloten deuren.

De commissie betreffende de erkenning neemt haar eigen huishoudelijk reglement aan. In alle gevallen bepaalt het de toepasselijke deontologische regels, inzonderheid wanneer een dossier betreffende één van haar leden op de agenda staat. Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd. »

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt met twee leden, luidend als volgt, aangevuld :

« Dat vast bedrag wordt op 1,25 euro vastgesteld. Binnen de perken van de beschikbare kredieten en met inachtneming van de bepalingen terzake bepaald in de beheersovereenkomst van de O.N.E. wordt een vermenigvuldigende coëfficiënt op dit vast bedrag toegepast.

De werkingssubsidie wordt vermeerderd met een bedrag van 0,4 euro per dag en per kind voor de inrichters die gebruik maken van residentiële infrastructures permanent en voldoende uitgerust met slaapzalen met bedden, sanitair en lavabo's, die aan de normen inzake brandveiligheid en hygiëne beantwoorden.

Art. 10. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De subsidie voor de omkadering, bedoeld bij artikel 11 van het decreet, wordt berekend op basis van het vaste bedrag bedoeld bij artikel 12 vermenigvuldigd ofwel met zes voor de gebrevetteerde animatoren bedoeld bij artikel 5, § 2, 1°, van het decreet, ofwel met tien voor de gebrevetteerde coördinatoren bedoeld bij artikel 5, § 2, 2°, van het decreet, en vermenigvuldigd daarna met het aantal gepresteerde dagen.

Bij uitzondering op het eerste lid, wordt het vaste bedrag bedoeld bij artikel 12 met vier vermenigvuldigd en met het aantal gepresteerde dagen voor de vrijwillige gebrevetteerde animatoren bedoeld bij artikel 5, § 2, 1°, van het decreet en voor de vrijwillige gebrevetteerde coördinatoren of verantwoordelijken bedoeld bij artikel 5, § 2, 2° en 3°, van het decreet. De bovengrens van deze subsidie wordt bepaald op 3% van de globale begroting bestemd voor de vakantiecentra. Indien nodig, wordt op het vaste bedrag een tweede vermenigvuldigingscoëfficiënt toegepast.

De subsidie voor de omkadering bedoeld bij het eerste lid en het tweede lid wordt maximum toegekend naar rata van de minimale omkaderingsnormen bepaald bij artikel 10, 3°, van het decreet en binnen de perken vastgesteld in artikel 11 van het decreet. »

Art. 11. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De organisator van het vakantiecentrum moet, uiterlijk op 30 september, voor de activiteiten tijdens de zomervakantie en binnen de dertig dagen na het einde van de gesubsidieerde activiteit die plaatsvindt tijdens de Kerst- en Paasvakantie, het formulier voor de uitbetaling van subsidies terugsturen, waarvan het model zich in bijlage III bij dit besluit bevindt. » vervangen door de woorden « Het vakantiecentrum moet, uiterlijk 30 september, voor de activiteiten tijdens de zomervakantie en binnen de dertig dagen na het einde van de gesubsidieerde activiteit die plaatsvindt tijdens de Kerst- en Paasvakantie, het formulier voor de aanvraag tot subsidiëring aan de O.N.E. terugsturen, waarvan het model zich in bijlage III bij dit besluit bevindt. »

2° in het tweede lid worden de woorden « krachtens artikel 13, wordt een verantwoordingsstuk » vervangen door de woorden « krachtens artikel 13, eerste lid, wordt een verantwoordingsstuk »;

3° in het tweede lid worden de woorden « bedoeld in artikel 11 van het decreet opgeheven ».

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

De O.N.E. beslist over de aanvragen tot subsidiëring en zorgt voor de uitbetaling van de subsidies.

Ingeval de subsidiëring geweigerd wordt, beschikt het vakantiecentrum over de mogelijkheid een beroep in te stellen bij de O.N.E. per aangetekende brief waarin de redenen van het beroep vermeld worden binnen een termijn van 30 dagen na de ontvangst van de beslissing tot weigering. De O.N.E. zendt het beroep aan de Minister over, met een advies.

De Minister neemt een beslissing over het beroep binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van het beroep, op basis van het door de O.N.E. verleende advies. »

Art. 13. In hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk IV, getiteld « Bedrag van de subsidies », met artikel 17 erin, opgeheven.

Art. 14. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen door hetgeen volgt : « Hoofdstuk IV : Bijzondere maatregelen ».

Art. 15. In de Franse tekst van de artikelen 18, 19 en 20 van hetzelfde besluit worden de woorden « enfant handicapé » en de woorden « enfants handicapés » respectief vervangen door de woorden « enfant porteur d'un handicap » en door de woorden « enfants porteurs d'un handicap ».

Art. 16. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « in artikel 7, 9°, » vervangen door de woorden « in artikel 7, 8°, »;
- 2° in § 1 wordt het deel van de zin « is er per - zelfs gedeeltelijk bezette - groep van drie gehandicapte kinderen tussen 30 maanden » tot 21 jaar oud, geïntegreerd als bedoeld in artikel 15 van het decreet, één animator voorzien » vervangen door « is er per - zelfs gedeeltelijk bezette - groep van drie gehandicapte kinderen tussen 30 maand à 21 jaar oud, geïntegreerd als bedoeld in artikel 15 van het decreet, aanbevolen één animator te hebben »;
- 3° § 2 wordt aangevuld met de zin opgesteld als volgt : « Vanaf 2012 wordt deze aanvulling vermeerderd van 2 tot 2,5 euro. »;
- 4° in § 3 worden de woorden « voor de dekking van de kosten in verband met de gebrevetteerde animators » vervangen door de woorden « voor de omkadering ».

Art. 17. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « Onverminderd artikel 7, 9°, a) en d), » vervangen door de woorden « Onverminderd artikel 7, 8°, a) en d), »;
- 2° paragraaf 2 wordt door de volgende paragraaf vervangen :
« § 2. Een animator op vier bedoeld in artikel 5, § 2, 1°, van het decreet, moet kunnen getuigen van een gespecialiseerde opleiding inzake animatie voor aan handicap lijdende kinderen van minimum veertig uur. »;
- 3° paragraaf 3 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt : « Vanaf 2012, worden deze aanvullingen opgebracht van 2 euro tot 2,5 euro per kind en per activiteitsdag voor de kinderen die aan een lichte handicap lijden en van 3 euro tot 3,5 euro per kind en per activiteitsdag voor de kinderen die aan een zware handicap lijden. »;
- 4° in § 4 worden de woorden « voor de dekking van de kosten in verband met de gebrevetteerde animators » vervangen door de woorden « voor de omkadering »;
- 5° in § 5 worden de woorden « In afwijking van artikel 10, 1°, b) van het decreet bedraagt de minimale duur » vervangen door de woorden « In afwijking van artikel 10, 1°, b), en 2°, a), van het decreet bedraagt de minimale duur »;
- 6° in § 5, in de Franse tekst wordt het woord « reconnu » vervangen door het woord « reconnu ».

Art. 18. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « met 0,4 euro » worden vervangen door de woorden « met 0,5 euro »;
- 2° de woorden « van 6 tot 15 jaar » worden vervangen door de woorden van 30 maand tot 15 jaar »;
- 3° artikel 21 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : « De vermeerdering bedoeld bij het vorige lid wordt opgebracht van 0,5 euro tot 0,6 euro vanaf 2011 en van 0,6 euro tot 0,7 euro vanaf 2012. ».

Art. 19. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « De administratie van de O.N.E. » vervangen door de woorden « De O.N.E. ».

Art. 20. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de woorden « van Kinderwelzijn » vervangen door de woorden « tot wiens bevoegdheid het kindwelzijn behoort ».

Art. 21. In hetzelfde besluit worden de bijlagen I, II en III respectief vervangen door de bilagen I, II en III gevoegd bij dit besluit.

Art. 22. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt de zin « Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand september van het jaar gedurende hetwelk het besluit in werking treedt. » vervangen door de zin « Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand september 2009 ».

Art. 23. De Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2009.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK